

Tendances

n°53 - Mars 2017



COUP D'ÉTAT Citoyen

Ces initiatives qui réinventent la
démocratie





RS

Tour du monde à la voile, tour du monde culinaire, tour du monde sportif... On connaît. Mais le tour du monde des démocraties, ça c'est nouveau ! Mais pourquoi une telle envie ? Au lendemain des attentats, souvenez-vous, nous étions en « union nationale », comprenez : pas de récupération politique, pas de petites phrases, pas de polémiques. Cette union aura duré un temps, mais un temps finalement assez court. Très vite les langues se sont à nouveau déliées et le jeu politique à la française reprenait de plus belle.

« À la suite de ça, je me suis dit : le système est à bout de souffle, la politique nationale tourne en rond ».

Il n'en a pas fallu plus à Romain Slitine et Elisa Lewis pour prendre leur sac à dos et partir à la rencontre des citoyens qui bougent et font bouger. Pendant plusieurs mois, ils se sont immergés dans différents pays d'Amérique latine mais aussi en Espagne, en Tunisie, en Islande... et ont découvert qu'il est possible de faire de la politique différemment.



Les élites, ces nouveaux rois

« Toute société a besoin d'une aristocratie, surtout une République. Mais il est vrai que celle dont s'est dotée la nôtre, avec sa haute administration, commence à ressembler à la noblesse d'Ancien Régime : trop de privilèges et pas assez de service. » C'est en ces termes que Roger Fauroux, Énarque, évoque la haute fonction publique française. La Révolution française a donc coupé la tête de la monarchie pour la remplacer par celle de l'aristocratie. Nous sommes ainsi passés d'une aristocratie héréditaire à une aristocratie choisie. Le pouvoir est détenu depuis des décennies par un seul et même type de personnes, les élites. A 99 % issus des mêmes écoles et des mêmes milieux, ils se connaissent tous et évoluent ensemble. Entre affaires judiciaires et petits arrangements, on peut se demander aujourd'hui s'il existe encore de vrais serviteurs de la nation désintéressés...

UNE DÉMOCRATIE au point mort

72 %¹ des Français pensent que la démocratie est en danger. Ce système de gouvernance pourtant réputé le meilleur au monde atteindrait-il ses limites ? La politique d'aujourd'hui est sans doute bien éloignée de ce qu'auraient souhaité nos ancêtres lors de la Révolution. Comment en est-on arrivé là ?

La démocratie, c'est une évidence aujourd'hui, nous ne nous imaginons même pas vivre sous un autre régime. Héritage de la Révolution française à grands coups de guillotine, le régime représentatif électif apparaît à l'époque comme l'aboutissement ultime de la démocratie, la seule façon de lutter contre

l'autoritarisme et l'absolutisme de l'Ancien Régime. Évidemment ce ne sont pas les paysans et autres roturiers qui ont pris les commandes du pouvoir, mais une élite triée sur le volet. Très tôt le peuple a été conditionné à l'idée que gouverner c'était « un métier », réservé aux plus éclairés et érudits, l'élite en somme.

La démocratie liquide



Lors des élections, nous soutenons un candidat, celui qui nous ressemble le plus et avec lequel nous partageons des valeurs et une vision commune. Pourtant cet élu ne pourra jamais être totalement en phase avec toutes nos idées. Comment peut-il savoir ce que nous pensons des OGM, du réchauffement climatique ou du nucléaire ? Aucun élu ne peut représenter fidèlement et en permanence des milliers d'électeurs sur tous les sujets, et c'est bien normal. Pour autant des solutions pour une démocratie plus juste existent : la démocratie liquide. Avec ce système, toutes les grandes décisions de société doivent être prises par voie référendaire. Mais on ne peut pas passer son temps dans un bureau de vote, direz-vous. C'est exact, c'est pourquoi chaque citoyen peut déléguer son vote à une personne de confiance qu'il estime mieux renseignée sur ce sujet en particulier. Cette personne peut à son tour déléguer le sien (ce n'est pas une procuration), créant ainsi une chaîne de confiance. Cette nouvelle forme de démocratie se situe à mi-chemin entre la démocratie directe (où les citoyens sont amenés à s'exprimer directement sur tous les sujets) et la démocratie représentative (où les citoyens doivent s'en remettre pendant plusieurs années aux décisions prises par ceux et celles qu'ils ont élus). Elle permet l'émergence de nouveaux leaderships, encourage les individus à créer un réseau, mobilise les experts et ouvre le débat et la décision à une grande diversité de personnes.

Double crise

La démocratie traverse aujourd'hui une double crise, une crise d'efficacité et une crise de légitimité. Cela se vérifie par l'abstention au cours des dernières élections, mais aussi par le nombre de personnes réellement inscrites dans des partis politiques. De l'extrême gauche à l'extrême droite, la France ne compte que 350 000 encartés, soit 0,5 % de sa population. Les Français considèrent également à 90 % que leurs représentants ne les prennent pas suffisamment en compte. Quelles sont alors les réponses ? Au-delà des solutions institutionnelles qui sont souvent proposées, il y a la sortie du système. D'autres pays l'ont fait, c'est possible, d'autant plus que les Français, malgré leur profonde déception de la gouvernance, aiment réellement la politique et veulent la pratiquer à leur échelle.

« Il faut sortir de la démocratie représentative et élective. Le citoyen ne doit plus être réduit à son seul rôle d'électeur, ni être considéré comme quantité négligeable dans l'intervalle électoral. Il peut certes donner son opinion tous les cinq et six ans, mais il a très peu de possibilités d'agir et d'influer au cours des mandats. Qui a donc le pouvoir ? Comment redonner le pouvoir aux citoyens et sortir de cette « démocratie intermittente », comme certains l'appellent, pour instituer une démocratie continue ? »

RS

¹ Source : Sondage de la fondation Jean-Jaurès paru en septembre 2016.

VOYAGE Au cœur des initiatives citoyennes

« Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à la formation (de la Loi)... » Article 6 de la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen*. Le citoyen donc peut être à l'initiative des lois, mais dans les faits ?

Dans les faits c'est très complexe, et la réforme que Nicolas Sarkozy avait portée sur ce sujet à l'époque est restée lettre morte. Puisque la démocratie représentative semble ne plus être le système le plus adapté, que le mandat impératif, si cher à Rousseau, est enterré ; comment chacun peut-il contribuer plus directement à la fabrication des lois et des normes ?

Cyber citoyens

Ces citoyens qui se rebellent sur internet se retrouvent sur des espaces appelés des Civic Tech. Ces projets numériques déploient de nouveaux outils pour accroître la mobilisation, le pouvoir des citoyens sur la vie politique ou pour rendre les gouvernements plus transparents et collaboratifs. Ils rassemblent toutes les innovations citoyennes qui utilisent la technologie numérique au service de l'intérêt général, pour transformer la démocratie. L'horizontalité que permet le numérique percute frontalement la verticalité du monde politique. Tour d'horizon de ce qu'il se passe sur la toile.

De l'outil virtuel...

En 2012, une réforme constitutionnelle finlandaise voit le jour : grâce au Citizen Initiative Act, les citoyens peuvent saisir directement le Parlement. Si 50 000 Finlandais-es (soit 1,7% de la population) proposent une loi, celle-ci sera étudiée par le Parlement. Open Ministry est la plateforme qui leur permet d'activer ce droit en trois temps : d'abord elle permet d'organiser le débat citoyen afin de créer un consensus, ensuite elle offre un appui juridique en vue d'évaluer si la mesure entre dans le cadre

Nous pouvons !

Renverser la pyramide, c'était l'ambition du mouvement Podemos et de son leader Pablo Iglesias, et il est en passe d'y arriver. Aujourd'hui troisième parti d'Espagne avec 21 % des voix recueillies aux dernières élections, Podemos incarne un nouveau salvateur. Issu du mouvement des Indignés, Podemos est avant tout un mouvement anti austérité, mais c'est aussi un parti qui fait le grand ménage. Fini les magouilles qui gangrenaient la vie politique espagnole : éthique et transparence sont la devise de ces politiciens d'un nouveau genre. Du ticket de métro aux plus grosses dépenses, tout est publié en direct sur leur site. Et ça plaît, après avoir conquis les mairies de Saragosse, Madrid et Barcelone, ce parti qui est aussi physique que numérique convainc par sa franchise et son efficacité.



« Les Civic tech ont aussi un rôle d'information, voire de formation. Il est aussi très important que les membres de la communauté soient accompagnés dans le décryptage du discours politique. Le site Accropolis, par exemple, permet, de manière ludique et pédagogique, d'éclairer et commenter les débats des politicien-ne-s. »

(RS)



« Nous avons les moyens à terme pour que les représentants ne s'écartent plus jamais de la volonté de ceux qui les ont élus »

Pia Mancini, co-fondatrice du partido de la Red argentin.

d'un projet de loi, enfin elle aide à la mobilisation pour atteindre le seuil de citoyens requis pour la présentation du projet de loi. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cela fonctionne car cette participation citoyenne a déjà été activée à six reprises en cinq ans.

...à l'initiative terrain

Si la transformation du débat qui passe par le numérique permet de toucher de nouveaux citoyens, nous ne sommes pas pour autant tous hyper connectés. Il ne suffit pas d'appuyer sur

un bouton pour révolutionner la démocratie. Le numérique doit être un complément aux initiatives sur le terrain. C'est comme cela qu'en Irlande, en 2013, 66 citoyen-ne-s (accompagnés de 33 élu-e-s) ont été tiré-e-s au sort pour élaborer une loi concernant le mariage homosexuel qui agitait alors la société irlandaise. En Islande, suite au discrédit de toute la classe politique enlissée dans la crise financière de 2008, le peuple s'est approprié d'un bout à l'autre, sans aucun professionnel de la politique, la réécriture de toute la Consti-

tution. Au bout du processus, ce sont 23 citoyens élus qui ont travaillé à la réécriture de cette première Constitution 2.0. Afin de jouer la carte de la transparence, tous les débats étaient retransmis en direct et chacun des Islandais pouvait intervenir pour donner son avis. En 2012, 67 % des citoyens ont approuvé cette Constitution par référendum. Cette nouvelle forme de gouvernance, qui consiste à dé-professionnaliser la politique et à se replacer dans une posture d'humilité, a été également expérimentée à Saillans, en France (Drôme). Dans ce village de 1 300 habitants, le maire et le premier adjoint prennent les décisions ensemble, en binôme. Un travail sur les rémunérations a également été effectué, plus les élus s'impliquent, plus leur rémunération est élevée. Normal, me direz-vous...

Les infiltrés

Une autre stratégie consiste à détourner ou « hacker » le système de l'intérieur. C'est ainsi que certains parlementaires se présenteront aux élections législatives en 2017 sans programme, avec pour seule mission de représenter directement les citoyens. Ils se feront les porte-paroles du consensus qui aura émergé sur la plateforme internet Mavoix.info. Ils interviendront à l'Assemblée conformément à ce qui s'est décidé sur la plateforme. Ce modèle hybride est tout aussi séduisant mais il reste pour l'instant un modèle qui, comme tant d'autres, demande à être mis à l'épreuve du réel. À nous, citoyens, de sortir de la critique stérile, de la protestation maussade et de se mettre en action, en binôme avec les représentants politiques, de ne plus s'opposer les uns aux autres. Cette collaboration permettra de lutter contre les lobbies et la finance dont l'influence est aujourd'hui prépondérante et va à l'encontre de l'intérêt général.



LA GRANDE interview

Le Coup d'État citoyen, c'est d'abord une sorte de *road trip* de la citoyenneté, un tour du monde des démocraties nouvelles. Accompagné d'Elisa Lewis, vice-présidente de Démocratie Ouverte, Romain Slitine a donc parcouru le monde à la recherche de *Podemos*, *Occupiers* et autres *Nuits Debout*. Ils témoignent ainsi en 168 pages du passage d'une démocratie de délégation à une démocratie de l'action. Dans un contexte d'abstention galopante, de désertion des partis politiques, d'impuissance des élus face aux maux de notre société, quelles sont les alternatives crédibles pour sortir de l'impasse ?

Les innovations citoyennes et les nouvelles formes de démocratie ne sont en effet pas un univers nouveau pour Romain Slitine et Elisa Lewis. À travers leur collectif de transition démocratique « Démocratie Ouverte », ils réunissent les acteurs (élus, start-up civiques, institutions...) de la transition démocratique. L'objectif est de repérer, mettre en réseau et accompagner les innovateurs démocratiques et de donner à voir la diversité d'initiatives citoyennes et politiques inédites en France. Le collectif propose également aux élus et aux administrations des outils et méthodes pour gagner en efficacité et en légitimité. Parce que la citoyenneté est une expérience qui se vit, se pratique, se débat et se construit au quotidien ensemble, Romain Slitine s'est prêté au jeu des questions réponses avec les participants à sa conférence dans le cadre du cycle « Qui aura le pouvoir demain ? » organisé par le Conseil de développement.

L'Islande, un pays petit mais costaud ! Ecœurés des « années fric » de la crise financière, des *Panama Papers* et autres comptes *Offshore*, les Islandais, surtout la jeune génération, disent stop. Même si l'économie du pays est bien répartie, une méfiance envers les élites perdure et les citoyens exigent du changement. C'est justement ce que promet le parti Pirate : référendums d'initiative populaire, consultation des Islandais sur une reprise du processus d'adhésion à l'UE, transparence de la vie publique... Porté par une militante de *WikiLeaks*, Birgitta Jonsdottir, le parti a triplé son nombre de députés aux élections législatives de 2016.



40% de gens ne votent pas, comment leur faire retrouver le chemin des urnes ?

R.S : Par la pédagogie bien sûr ! Sur internet et les plateformes dédiées ou en direct sur le terrain par de la sensibilisation. Mais ça ne peut pas être suffisant. Il y a aussi les conseils citoyens qui se développent et impliquent directement les citoyens dans leur quartier. Mais ces formes de démocratie participative sont arrivées en bout de cycle parce qu'on peut avoir l'impression que ce sont toujours les mêmes militants qui se mobilisent et se rencontrent. Et puis, ces mouvements sont-ils vraiment entendus ensuite par les élus ? Grenoble innove et donne l'exemple d'une transition démocratique locale réussie. La ville a mis en place un budget participatif et des conseils citoyens indépendants. Ceux-ci ont le pouvoir d'interpeler le conseil municipal, au même titre que l'opposition, pour pouvoir proposer des projets. Et il y a un troisième axe innovant qui s'appelle le dispositif d'interpellation et

de votation citoyenne. C'est une pétition soumise au conseil municipal, si cette proposition ne s'intègre pas dans le programme, au lieu d'être écartée, elle est soumise à référendum. Le vote de 20 000 habitants implique une mise en œuvre du projet par le conseil municipal.

Alors, démocratie participative ou démocratie élective ?

R.S : Les deux ! Elles doivent s'enrichir mutuellement. Mais il y a une troisième voie possible, que les habitants deviennent eux-mêmes les acteurs politiques. À Saillans, 1 300 habitants, dans la Drôme, le maire soutenait, contre l'avis de la population, le projet d'implantation d'un supermarché. Les citoyens contestataires ont donc voulu inverser la pyramide du pouvoir et se sont emparés de la mairie lors des élections suivantes. Ils ont eu la volonté de se rapprocher des citoyens au sein de collectifs animés par un élu.

Le tirage au sort permet-il de faire participer la population dans toute sa diversité ?

R.S : Les jurés d'assises sont tirés au sort, et s'en trouvent tout à fait légitimes. L'avis des experts ne suffit pas en effet à prendre toutes les décisions de manière éclairée. Le tirage au sort permet de représenter autrement la société, ou bien de la représenter de manière plus fidèle. Son intérêt est double : pour réformer les institutions mais aussi pour aider à la prise de décision concernant les grandes lois de transition, écologique en particulier. Une remarque cependant, une assemblée tirée au sort n'est pas toujours gage de succès. Le grand enjeu de toute la démocratie est celui de la délibération : on doit donner des moyens et des conditions de réflexion favorables à ces assemblées (comme celles dont profitent les élus).

Que pensez-vous de la décision politique par référendum ?

R.S : Comme pour le tirage au sort, il faut se méfier de l'essoufflement citoyen. C'est une très bonne idée dont il ne faut pas abuser.

C'est assez clinquant de sortir le référendum. Mais il n'est utile que dans la mesure où il porte sur une question pour laquelle il peut y avoir débat et création d'un consensus. Comment est-il fait, comment sont organisés les débats, comment est posée la question, tout cela le rend susceptible d'être manipulé.

En Islande, la mise en oeuvre du référendum pour réécrire la Constitution a été un véritable succès populaire. Reste maintenant à transformer l'essai en adoptant cette nouvelle Constitution citoyenne.

Un Podemos à la française, pourquoi ça n'émerge pas ?

R.S : Ce que je peux vous dire, c'est que le contexte est plus difficile en Espagne, la crise économique et financière est ressentie beaucoup plus durement là-bas puisqu'en France on profite d'un filet plus solide.

Là-bas l'exaspération politique est plus forte, entre autres à cause du ras-le-bol de la corruption. Ce que souhaitait le Mouvement des Indignés du 15 mai (2011) c'était la « démocratie réelle maintenant ». Ce qui est remarquable dans ce rassemblement, c'est surtout l'énergie citoyenne et démocratique qui s'en est dégagée. Cette nouvelle énergie a permis aux Indignés de devenir rapidement un parti politique puissant puisqu'il est aujourd'hui juste derrière les deux plus gros partis espagnols

avec 21 % des voix, soit 5 millions d'électeurs. Pablo Iglesias, le charismatique leader, ne parle plus d'une scission gauche-droite mais parle d'un clivage haut-bas, « la caste » (l'élite) contre les 99 % du peuple.

Les membres du parti, pour rester connectés avec la réalité, ont décidé de limiter leur salaire afin qu'il ne dépasse pas le triple du salaire minimum (soit environ 2 000 euros).

En France, il y a malgré tout plus de conservatisme, les institutions sont difficiles à bousculer. Pour y arriver, deux conditions devront nécessairement être appliquées : combiner une vision politique et démocratique de transformation avec l'expérimentation concrète sur le terrain.

En 4:31 minutes, l'essentiel de la conférence de Romain Slitine sur notre page Facebook et sur notre chaîne Youtube !



Nuit debout

Un mouvement qui s'endort ? Pour Romain Slitine, « Nuit debout n'a pas réussi à trouver de débouchés politiques au-delà de cette interpellation citoyenne ou de cette expérience de vie citoyenne concrète et directe. Et d'ailleurs, je n'ai pas le sentiment que ce soient les politiques qui aient éteint le mouvement, je me demande même si ce n'est pas une décision du mouvement citoyen de ne pas muter en parti politique. »



« Ce que la démocratie a fait, la démocratie peut le défaire. » R. Slitine

Conseil de développement de Loire-Atlantique

 Conseil de développement de Loire-Atlantique

 Loire Atlantique

Codirecteurs de la publication : Patrick Mareschal, Emmanuelle Gélébart Souilah

Rédaction : Céline Lopes ● **Mise en page et illustrations :** Céline Lopes ● **Crédits photos :** Istock Photo, Paul Pascal ● **Impression :** Conseil départemental de Loire-Atlantique

Date de sortie : Mars 2017

Adresse : Conseil de développement de Loire-Atlantique - 21 bd Gaston Doumergue - 44200 Nantes - Tél : 02 40 99 60 70 - Courriel : cdla@loire-atlantique.fr

Site Internet : cdla.loire-atlantique.fr